

# Tel un jeu vidéo, on bombarde tous le méchant politique »

► « Le Soir » a réuni une gilet jaune, une étudiante « pro-climat » et un gréviste pour discuter de leur(s) combat(s).

► Si les modes d'action diffèrent, il y a pas mal de convergences sur le fond.

Il y en a qui font grève le mercredi. D'autres qui défilent dans la rue le jeudi. Et certains, parés de jaune fluo, qui bloquent l'entrée de sites pétroliers toute la semaine. Depuis plusieurs mois, les mobilisations citoyennes s'enchaînent, passant par toutes les couleurs du gilet (jaune, vert ou rouge). Alors que c'est au tour des syndicats de dégainer la cartouche « grève », ce mercredi, *Le Soir* a décidé de réunir trois citoyens : une gilet jaune, une étudiante qui parade pour le climat et un délégué syndical. Ils ne se connaissent pas, mais militent tous pour défendre « leur cause ». Se comprennent-ils ? Estiment-ils que leurs actions sont compatibles ? Ou pas ?

Le rendez-vous est fixé à 12 heures tapantes, dans une brasserie namuroise. C'est Marie qui arrive la première, gilet jaune dans le sac à main. « *Aujourd'hui, je gagne honnêtement ma vie. Mais à une époque, je me suis retrouvée seule, à temps partiel, avec deux enfants à charge et 700 euros de loyer. Je ne veux plus que des gens soient obligés de faire deux boulots pour parvenir à joindre les deux bouts.* » C'est son combat. Et elle en parle avec une franchise à rassembler les foules. « *Le fait de l'avoir vécu, ça sort des tripes.* »

Adrien suit. Il est enseignant à l'école d'à côté. Et délégué syndical (Setca). Nos deux inconnus n'ont pas besoin de 20 secondes pour briser la glace. Ils découvrent qu'ils ont le même âge (à un an près). Et que dans les années 90, alors qu'ils étaient encore étudiants, ils descendaient déjà en rue pour défendre le métier d'enseignant. « *Quand je vois les jeunes aujourd'hui, ça me rappelle mes 15 ans* », lance Adrien.

Il ne manque que Lison, étudiante aux Sœurs de Notre-Dame, l'école du coin de la rue. L'école où Adrien donne cours, dans la partie technique. Un pur hasard. Mais ils ne se connaissent pas. Lison a reçu le feu vert de sa directrice pour participer à cette rencontre croisée. Mieux : elle peut même rater le début du premier cours de l'après-midi. Adrien pas, il avalera sa salade au chèvre chaud en deux bouchées, les élèves ne brossent pas aujourd'hui.

## « Une grève, ce n'est pas assez dur ! »

Après la pose photo sur la place d'Armes, place au dialogue. On ne peut commencer que par l'actualité : la grève. Honneur à la jeunesse. Elle en pense quoi, Lison, d'une grève qui vise à faire tourner le pays au ralenti ? « *Je pense que ça peut changer des choses. Car ça produit un message pour les politiques. Le pays est au ralenti et du coup, tout se dérègle. Ça prouve que ce sont les citoyens qui ont le pouvoir, qui peuvent changer les choses. Après, les jeunes du climat ne sont pas*

*vraiment impliqués dans cette grève. On mise plus sur les jeudis.* »

Une grève nationale pour l'emploi, tous les mercredis, ça enchante un peu moins l'étudiante qui a des souvenirs de stress pendant les examens, faute de bus ou de train. « *C'est une autre manière de faire, qui ne peut pas être répétitive comme les marches du jeudi. Si on le fait toutes les semaines, ça va finir par être problématique, notamment pour l'accès aux trans-*

**« Je me retrouve dans les revendications des uns et des autres. Mais l'appareil syndical souffre d'image »**

ADRIEN, DÉLÉGUÉ SYNDICAL

**« Dans les trois cas, ce sont des citoyens qui veulent faire passer un message. Après, il faut s'assurer qu'on reste cohérents entre nous »**

LISON, ÉTUDIANTE

*port en commun.* » Heureusement, les examens sont encore loin, « *donc cette fois, ça va.* »

Pas de transports en commun ou aérien, les magasins fermés, cela n'impressionne pas Marie. La gilet jaune trouve même que les syndicats voient trop petit. « *Une grève, ce n'est pas assez dur. Moi j'ai passé dix jours à camper sur un feu devant l'entrée de chez Proxifuel, à Wierde. Il y a besoin d'un souffle nouveau dans le mode d'action. En bloquant le pays complètement pendant 72 heures, par exemple.* »

## Un appareil syndical lourd à porter

Adrien encaisse, écoute attentivement et attend sagement son tour. Marie va un cran plus loin. « *Les violences et les destructions de bien public, je ne les cautionne pas. Mais je les comprends. Les gens, ils en ont tellement marre d'être pris pour des cons...* »

Ringarde, la grève générale ? Adrien trépigne. On lui tend l'enregistreur. « *Ce n'est pas une ringardisation. Finalement, les actions spontanées des jeunes ou des gilets jaunes rappellent ce que le combat syndical a été pendant tout un temps. En termes de message et de revendications, le pouvoir d'achat, l'amélioration des services publics, la justice fiscale, l'égalité salariale hommes-femmes, c'est quelque chose que nous avons porté. Peut-être mal porté, ou difficilement porté. Mais cela fait partie de nos combats.* »

Il énumère : le droit de vote, la journée de 8 heures, les congés payés. « *Ce sont des conquêtes sociales. De grands mouvements sociaux l'ont obtenu à force de lutte, d'actions parfois beaucoup plus dures que ce qui peut se faire aujourd'hui.* »

Sans qu'on lui demande, il fait une sorte d'autocritique. « *En termes d'action syndicale, il y a probablement quelque chose à revoir. On sentait bien que la mobilisation s'essouffait, et que le message ne percolait pas dans la population. Comment faire pour mieux agir ? On s'est remis en question. Et cela n'a pas suffi. Moi, je suis surpris de voir que les actions reviennent spontanément dans la population. Elles n'ont pas besoin d'un appareil syndical. C'est peut-être cet appareil qui est pointé du doigt. C'est comme pour les médias, d'ailleurs. Le syndicat doit faire son examen de conscience.* »

En attendant, Lison voit un parallélisme entre ces différents mouvements citoyens. « *Dans les trois cas, ce sont des citoyens qui veulent faire passer un message. Après, il faut s'assurer qu'on reste cohérents entre nous. On a tous des demandes, plus ou moins les mêmes au final. Donc il faut s'entraider, et ne pas être contradictoires.* »

## Les Gafa dans le viseur

Ça y est. Adrien est complètement détentu. Il pose carrément les questions à notre place. « *Est-ce que vous serez mercredi sur les piquets de grève ? Est-ce que vous irez manifester pour le climat ?* » Lison sera à l'école demain, si les transports en commun le permettent. Elle marchera à Bruxelles jeudi alors que Marie sera dans la capitale ce mercredi. Pas à un piquet de grève mais pour bloquer le siège d'un lobby. Elle ne dira pas lequel. « *On n'a pas le même mode d'action et pas les*

mêmes revendications. Disons que le syndicaliste va défendre l'intérêt du travailleur. Le gilet jaune va prendre tout le monde : le retraité, la mère seule avec ses enfants, la personne handicapée. On veut que chaque citoyen ait la même chance d'arriver à quelque chose dans la vie. Et les moyens d'action sont différents. Le syndicat fait des grèves nationales régulièrement. On a l'impression qu'elles ont moins d'impact. »

Pas totalement réconciliés sur les moyens, nos citoyens engagés le sont par contre quand il s'agit de nommer les responsables des crises qu'ils dénoncent. Les trois parlent de la puissance des lobbys. Les mêmes s'émeuvent de l'évasion fiscale des géants du web comme Amazon, Google et Facebook. « Il ne faut pas attaquer les personnes aux bas revenus, insiste Lison quand Marie dit que les gens se préoccupent d'abord de pouvoir manger avant de s'inquiéter du fait qu'il n'y a pas de planète B. Focalisons-nous sur les entreprises qui sont presque au pouvoir comme les Gafa. J'ai lu des articles qui disaient que personne ne pouvait les bloquer ou leur réclamer de l'argent. Parce qu'ils ont un trop grand pouvoir dans la société. Je pense que si on les obligeait à contribuer dans les causes climatiques, ça irait mieux. »

Les deux autres opinent de la tête. Et enchaînent : l'autre cible, si pas la principale, c'est le gouvernement déjà à terre de Charles Michel. Marie est repartie pour un tour : « C'est comme dans un jeu vidéo, où tout le monde bombarde le méchant gouvernement en même temps. Les jeunes attaquent d'un côté, les syndicats de l'autre. Et les gilets jaunes au milieu. À un moment donné, ils n'auront pas d'autre choix que d'entendre les citoyens. Ce que je souhaiterais, c'est une marche multicolore avec 500.000 personnes dans le quartier européen. C'est là qu'on trouve les lobbys qui dirigent les politiques. C'est là qu'il faut tout bloquer. »

Adrien ne refuse pas l'invitation. Il ne se sent pas en concurrence. « La spontanéité de l'action et l'inventivité dont font preuve les jeunes et les gilets jaunes me réjouissent même plutôt ! Je ne suis pas en reste en termes d'action mais c'est vrai que ça s'est peut-être fait dans un cadre trop formalisé. Il ne s'agit plus de faire des marches de la gare du Nord à la gare du Midi qui font penser à des promenades. »

Marie éclate de rire. C'est exactement la manière dont elle se représente les manifs des syndicats. Elle leur glisse d'ailleurs un conseil pour la route. « Changez votre manière d'amener les choses. Le citoyen lambda ne comprend pas tout ce qu'on dit.

Il faut parler clairement et simplement aux gens. Leur donner le moyen de s'exprimer. Ils ont besoin qu'on les entende. Quand les blocages de dépôts ont été initiés, ça a été pour les citoyens un premier point de contact où ils ont pu déposer leurs doléances. Et être entendus. »

Ces trois-là se sont entendus. Marie et Adrien échangent leur numéro. « Désolé, on n'a pas de carte de visite chez les gilets jaunes ! » Ils parlent déjà « d'une belle découverte ». Pas sûr qu'ils se retrouveront autour d'un piquet. Certain, par contre, que la détermination de chacun aura contribué à booster celle des autres. ■

MAXIME BIERMÉ  
XAVIER COUNASSE

**« Tant que les gens crèveront de faim, ils ne pourront pas se soucier du climat »**

MARIE, GILET JAUNE

MARIE, 40 ANS

### La gilet jaune

**Son profil.** Marie vient d'Eghezée. Elle travaille de nuit comme éducatrice spécialisée et est mère de deux enfants (13 et 15 ans).

**Sa première manif.** Son parcours de gilet jaune a

débuté par le blocage du dépôt pétrolier de Proxifuel, à Wierde. « J'ai répondu à l'appel du groupe "Actions citoyennes contre les mesures gouvernementales".

À l'époque, j'étais en incapacité de travail. Mais j'ai dit à mes enfants : "Vous allez un peu moins me voir. Mais ce que je fais, je le fais pour vous,

pour votre avenir." On est restés dix jours sur place. Et je ne suis rentrée que deux fois, pour me doucher. » Mais Marie n'est pas qu'une gilet jaune. Le 2 décembre, elle défilait également à la première marche pour le climat. « J'avais bloqué les dates avant même l'aventure des gilets jaunes. » Et dans les années 90, elle se souvient

avoir participé aux grèves des enseignants alors qu'elle était toujours étudiante.

**Ce qui l'anime.** « C'est l'injustice sociale, fiscale ou climatique. Les trois sont liées. Il n'y aura pas de justice climatique sans justice sociale. Parce que tant que les gens crèveront de faim, ils ne pourront pas se soucier du climat. »

X.C. ET M.BMÉ

LISON, 16 ANS

### L'étudiante

**Son profil.** Lison est étudiante à l'établissement des Sœurs de Notre-Dame, à Namur. Elle vit entre Jambes et Gembloux (ses parents sont séparés) et a été nommée « déléguée climat » de sa classe. Et de son école. « Je représente mon école dans un groupe d'écoles namuroises, pour parler climat. On essaie d'avoir un maximum de monde et de mobiliser le

plus d'écoles possible. Au sein de l'école, j'essaie de faire la publicité des différentes actions. »

**Sa première manif.** C'est le dimanche 2 décembre 2018, lors de la toute première marche pour le climat, qui a rassemblé plus de 75.000 personnes. « Les scouts ont proposé de fournir l'encadre-

ment. Donc j'y ai été. Je me suis toujours intéressée aux questions environnementales. » Elle a notamment participé à des actions locales de collecte de déchets. **Ce qui l'anime.** « De voir que toute la population commence à prendre conscience des enjeux, ça donne envie de bouger avec elle. Et de mener des actions à grande échelle. »

X.C. ET M.BMÉ

ADRIEN, 41 ANS

**Le délégué syndical**

**Son profil.** Adrien est enseignant à l'Institut Notre-Dame de Namur. Agé de 41 ans, il vit à Assesse.

**Sa première manif.** La première fois où il est descendu

dans la rue, c'était en 1994. Il était toujours en secondaire. A l'époque, les étudiants manifestaient contre les réformes « Lebrun », du nom du ministre de l'époque Michel Lebrun. Ce décret contesté visait notamment à fusionner différentes écoles

supérieures non universitaires, ce qui avait provoqué une énorme grogne estudiantine, dans les rues. Adrien en était. « J'étais en cinquième secondaire, et délégué de classe. Je me souviens qu'on préparait les calicots à l'école. Quand j'ai vu les

700 étudiants qui manifestaient à Namur pour le climat, la semaine dernière, je me revoyais à 15 ans. »

**Ce qui l'anime.** « Je lutte pour un monde meilleur, dans lequel on peut respirer, être libre et heureux. »

X.C. ET M.BMÉ

## politique « Goblet sur les listes PS, ça horrifie la base »

Qu'est-ce qui fait peur à un gilet jaune ? La récupération du mouvement par un syndicat trop lié aux partis politiques. « Quand on voit que Marc Goblet (secrétaire général de la FGTB de 2014 à 2017, NDLR) se présente aux élections sur une liste du PS, on prend ça comme un outrage, s'insurge Marie, éducatrice et gilet jaune de la première heure. Quand on discute avec des délégués syndicaux en entreprise, ils veulent que cela bouge vraiment. Mais c'est au-dessus, quand on arrive dans la hiérarchie, que ça bloque. L'idée que le gilet jaune a du syndicat, c'est qu'il est attaché à un parti politique. Du coup, beaucoup bloquent là-dessus. »

« L'idée que le gilet jaune a du syndicat, c'est qu'il est attaché à un parti politique » MARIE, GILET JAUNE

Et qu'est-ce qui fait peur à un délégué syndical alors ? La récupération par les partis. « On entend tout ce procès des accointances politiques et c'est vrai que,

traditionnellement, la FGTB est de gauche, dit Adrien, professeur dans une école technique à Namur et syndicaliste Setca (lié à la FGTB). Mais j'en ai marre d'entendre parler du "syndicat socialiste". Il faut vraiment faire la distinction entre le syndicat et le parti politique, même si on nous entend peu là-dessus. Ce ne sont pas les syndicats qui font le programme du parti politique dont ils partagent l'idéologie. Quand il y a un Goblet qui se lance, il ne faut pas croire que tous les affiliés sont derrière. C'est faux. Les premiers à subir les dégâts, c'est nous. Même chose quand Elio Di Rupo évacue je ne sais combien de personnes du chômage puis dit que son cœur saigne. Il y a un vrai ras-le-bol de cette manière de faire la politique. »

D'où le fait que la base syndicale (et ses chefs, comme le démontre la carte blanche de Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB) est finalement plutôt contente de voir d'autres mouvements sociaux et citoyens se développer. Mais Adrien refuse

qu'on les accuse de « récupération ». « Il faut quand même rappeler que cela fait des années que nous mettons sur la table des revendications similaires à celle qu'on entend chez les gilets jaunes. »

Sauf que, malgré 150.000 personnes dans la rue dans les mois qui ont suivi la mise en place de la suédoise dirigée par Charles Michel (MR), rien n'a empêché le gouvernement de prendre ses mesures. « Il n'y a pas eu de concertation sociale ces cinq dernières années, regrette Adrien. Je vais être un peu provocateur, mais c'est peut-être dans la surdité du gouvernement qu'il faut trouver l'origine de la contestation des gilets jaunes et des jeunes car sa politique de droite a fait des dégâts collatéraux, y compris en matière de climat. »

Au fait. Qu'est-ce qui fait peur à une jeune étudiante qui marche pour le climat ? Être ignorée par les partis politiques. Même si elle reconnaît ne pas y connaître grand-chose, à cause de l'école qui n'en parle pas assez et au

manque de transparence des partis, Lison reste optimiste : « L'important, c'est d'arriver à influencer les programmes électoraux. Manifester le jour de l'élection ne servirait à rien. Ce sont les programmes qu'il faut changer et je pense qu'on provoque ça grâce à nos actions. » Lison n'aura pas 18 ans d'ici à l'élection de mai. Si elle avait pu, elle aurait soutenu « une femme, Ecolo ».

Marie, elle, retournera aux urnes pour la première fois depuis ses 18 ans. À l'époque, elle avait voté pour le PSC en suivant les conseils de son père. Cette fois, elle y ira pour « faire barrage à l'extrême droite », dont on sous-estimerait la percée auprès d'un certain public. Quant à Adrien, venant de Namur, il ne pourra pas voter pour Marc Goblet, qui se présente à Liège. Il fera en tout cas « barrage à la droite en Wallonie, au fédéral et à l'Europe en soutenant un programme qui apporte une réponse aux enjeux sociaux et écologiques de manière concrète ». ■

M.Bmé et X.C.

## la carte blanche

Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne

# Le fond de l'air est rouge, vert, jaune... et jeune

**« De plus en plus de citoyens et citoyennes se politisent et s'engagent, à mesure qu'ils dénoncent la classe politique, sa déconnexion d'avec leurs préoccupations, sa coupable apathie face aux urgences sociales, climatiques, démocratiques », affirme Thierry Bodson.**

La triple élection du mois de mai (régionale, fédérale et européenne) intervient à une époque inquiétante de replis identitaires, observés partout en Europe et dans le monde. Mais aussi à un moment particulièrement intéressant sur le plan des mouvements sociaux. Certains naissent, d'autres s'amplifient, d'autres encore se radicalisent. De plus en plus de citoyens et citoyennes se politisent et s'engagent à mesure qu'ils dénoncent la classe politique, sa déconnexion d'avec leurs préoccupations, sa coupable apathie face aux urgences sociales, climatiques, démocratiques.

L'émergence des gilets jaunes, celle des gilets verts et la mobilisation soudaine et spectaculaire des jeunes en Belgique ont bousculé l'agenda politique et médiatique en quelques semaines.

Cette ébullition survient alors que depuis quatre ans, les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées, notamment à l'initiative des syndicats, contre les régressions sociales imposées par le gouvernement Michel, n'ont suscité que son mépris. Pas étonnant, dès lors, qu'une partie de ces citoyens ignorés, appauvris, se tournent vers des actions plus directes, sans intermédiaire ni porte-parole, pour exiger une vie meilleure et... une démocratie directe. Il serait irresponsable de ne pas prendre très au sérieux les raisons qui les poussent à la réclamer, slogans dans le dos, infatigablement, depuis 13 semaines.

Nous aurions tort de croire que

tout va redevenir comme avant. Les changements qui s'opèrent touchent à la démocratie représentative et aux institutions – dont les organisations syndicales – de la société belge telles qu'on les connaît depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces « piliers » donnent aujourd'hui l'impression de fonctionner sans plus porter leurs fruits : ceux de la redistribution des richesses. Ce n'est pas tant payer ses impôts qui devient insupportable pour certains, c'est de ne plus en percevoir les effets retour.

Les décennies passent, mais c'est encore et toujours le rapport capital/travail qui fracture la société. Aujourd'hui, un CEO du BEL 20 gagne en 8 jours le salaire annuel médian belge. Malgré ce constat sidérant, la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) refuse d'envisager des augmentations salariales au-delà de 0,8 %, soit 9,50 euros net/mois pour le salaire minimum interprofessionnel. A ce rythme, les patrons des patrons maintiendront sûrement la compétitivité de l'économie mais en ayant engendré un monde de l'affrontement, de plus en plus violent, entre celles et ceux qui ont tout et celles et ceux à qui l'on prend le peu qu'il reste. Ce n'est pas la société que les interlocuteurs sociaux sont censés construire. Il est urgent de retrouver l'esprit qui a guidé le projet de pacte social de 1944. La transition écologique contient les éléments d'un nouveau pacte, d'un projet enthousiasmant qui inclut toutes les classes sociales. Urgence so-

ciale et urgence climatique devraient constituer les bases d'un New Deal, qui mérite mieux que des opérations de communication dilatoires.

Le tournant est historique. Notre responsabilité aussi. Les syndicats savent qu'ils n'ont plus le monopole de la mobilisation de masse, ils doivent tisser des liens étroits avec celles et ceux qui partagent leur combat pour la solidarité et la justice. Les complémentarités sont évidentes.

Les luttes convergent vers les élections de mai. Une grève nationale en front commun syndical bloquera l'économie du pays ce 13 février. L'idée d'une grève des femmes le 8 mars pour dénoncer les discriminations de genre fait son chemin. Une grève internationale pour le climat est annoncée le 15 mars. Une manifestation nationale et citoyenne est programmée le 12 mai à l'initiative de la plateforme TAM-TAM. Les élèves du secondaire et les étudiants renforcent leur mobilisation.

Tous ces mouvements portent des propositions ambitieuses et concrètes. Entre les gilets rouges, les gilets jaunes et les gilets verts, il n'y a pas de cloison étanche. Le ras-le-bol partagé d'un système est en train de s'exprimer de façons différentes. Ne laissons aucune place à l'extrême droite qui fait son lit des peurs et de la misère sociale, ni aux discours qui voudraient nous diviser pour mieux continuer à régner. Forçons, grâce aux réponses globales et radicales que nous portons, l'alternative. ■

## Le ciel belge fermé pendant 24 heures

Skeyes (ex-Belgocontrol), gestionnaire du trafic aérien, s'est vue contrainte de ne pas autoriser le trafic aérien dans le ciel belge pendant 24 heures, de mardi à 22 h jusqu'à ce mercredi à la même heure. « *Compte tenu de la grande incertitude quant*

*à l'occupation de certains postes cruciaux dans les services opérationnels, cette garantie (de sécurité) ne peut être donnée qu'en n'autorisant pas le trafic aérien* », a expliqué Skeyes.

L'aéroport de Charleroi avait décidé de ne pas ouvrir mercredi en raison de la grève. Les autres aéroports belges, qui allaient fonctionner au ralenti seront donc paralysés par l'interruption

du trafic aérien.

L'espace aérien ne sera toutefois pas complètement fermé durant la grève : un service minimum est toujours assuré pour les vols médicaux, les atterrissages d'urgence, les vols militaires ou gouvernementaux.

Un service minimum tel que prévu pour le rail n'est toutefois pas prévu chez les contrôleurs aériens. (b)

## Quelle marge pour nos salaires ?

La marge salariale est au cœur de l'accord interprofessionnel (AIP), mais sa définition n'est pas laissée à l'appréciation des interlocuteurs sociaux. Son mode de calcul est fixé par la loi de sauvegarde de la compétitivité, révisée en 2017. Selon le « rapport technique » du Conseil central de l'économie (CCE), dévoilé à la mi-janvier, les salaires du secteur privé pourront augmenter au maximum de 0,8 %, au-delà de l'indexation, en 2019 et 2020. C'est la douche froide sur le banc syndical, qui tablait sur 1,4 ou 1,5 %. Pour la FEB, en revanche, « *la loi est la loi* ». Ce mardi, dans *Le Soir*, Pierre-Frédéric Nyst, le président de l'Union des classes moyennes (UCM), jugeait envisageable une marge de 1,1 %. Et Robert Vertenueil, le patron de la FGTB, expliquait à *L'Echo* que la marge maximale aurait dû être fixée à 1,8 % si l'on avait conservé l'ancien mode de calcul. Essayons d'y voir plus clair. ■

DOMINIQUE BERNIS

# 0,8%

### Un calcul en cinq étapes

La loi de 1996, relative à la promotion de l'emploi et la sauvegarde préventive de la compétitivité, révisée en 2017, fixe le mode de calcul de la « marge salariale maximale disponible ». Elle est déterminée au départ des prévisions d'évolution des salaires (du coût salarial horaire) en France, aux Pays-Bas et en Allemagne - soit 5,6 % pour 2019-2020. Logique : l'objectif est d'empêcher les salaires belges d'augmenter plus vite que ceux de ses trois voisins. Dans une seconde étape, on soustrait l'indexation attendue dans notre pays - soit 3,8 %. Dans une troisième étape, on corrige le « dérapage » des salaires belges - l'écart entre l'évolution des coûts salariaux en Belgique et dans les trois pays de référence depuis 1996, estimé à 0,9 %, qu'il faut donc également soustraire. Enfin, la loi impose une marge de sécurité de 0,5 % (minimum). Mais elle permet de récupérer la partie non utilisée de la marge de sécurité au cours des deux années précédentes : soit 0,4 % pour les années 2017-2018. Ce qui donne ceci :  $5,6 - 3,8 - 0,9 - 0,5 + 0,4 = 0,8$ .

D.B.

# 1,8%

### Comment desserrer le carcan

Les syndicats estiment que la nouvelle mouture de la loi de sauvegarde de la compétitivité gomme tout espace de négociation. Robert Vertenueil en veut pour preuve le fait que la marge maximale disponible, si elle avait été calculée selon l'ancienne formule de calcul, aurait atteint 1,8 %. Comment arrive-t-il à ce chiffre ? En ne retenant que les deux premières étapes du calcul, soit une prévision d'évolution des salaires de 5,6 % chez nos trois voisins et une indexation attendue de 3,8

en Belgique ( $5,6 - 3,8 = 1,8$ ). Le patron de la FGTB exclut la marge de sécurité de 0,5 % (et, de manière cohérente, ne récupère pas la partie non utilisée de cette marge de sécurité en 2017-2018). C'est correct, puisque la marge de sécurité est une innovation introduite dans la loi il y a deux ans. En revanche, il ne corrige pas le « dérapage » constaté depuis 1996 (0,9 %). Cela ne va pas de soi. Car s'il est vrai que le caractère automatique de la correction est une nouveauté, l'ancienne mouture de la loi de sauvegarde de la compétitivité incitait les interlocuteurs

sociaux à corriger (au moins partiellement) le dérapage. La marge devrait donc se situer entre 0,9 et 1,8 %. En réalité, le chiffrage de la FGTB suppose que l'écart depuis 1996 a été (plus que) corrigé si l'on tient compte des subventions salariales et des réductions de cotisations sociales accordées aux entreprises. Un point de vue que ne partagent pas les patrons, qui insistent aussi sur la persistance d'un « handicap historique » (datant d'avant 1996).

D.B.

# 1,1%

## La « flexibilité » selon l'UCM

Pierre-Frédéric Nyst, le patron des Classes moyennes, estime qu'il est possible de dégager un petit bonus (0,3 %). On pourrait le faire en maintenant la marge à 0,8 % et en jouant sur la différence entre le brut (que paie le patron) et le net (que touche le salarié), par exemple via les chèques-repas ou les plans de pension ; ou en demandant un coup de pouce à l'État (qui pourrait, par exemple, intervenir davantage dans les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail). Ainsi, les salariés pourraient avoir un peu plus sans que cela ne coûte plus (de 0,8 %) aux employeurs – mais c'est, d'une manière ou d'une autre, à charge des finances publiques. Autre idée lancée par l'UCM : fixer une marge plus basse (que 0,8 %) pour les hauts salaires ou pour les personnes en fin de carrière afin de pouvoir accorder une augmentation un peu plus importante aux jeunes en début de carrière ou aux travailleurs à bas salaires.

Mais le patron de l'UCM ouvre également la porte à une interprétation plus flexible de la nouvelle mouture de la loi. Puisque la marge de sécurité de 0,5 % n'a pas été totalement utilisée au cours des deux années précédentes, on peut imaginer de l'abaisser à 0,2 %. Mais cette « solution » pose deux problèmes. Un : il n'y a – de facto – plus de marge de sécurité pour 2019-2020 ; elle est même... négative puisque l'on soustrait la part non utilisée au cours des deux années précédentes (0,4 %). Deux : il n'est pas sûr qu'une telle « flexibilité » soit compatible avec la loi, qu'il faudrait alors modifier... en affaires courantes.

D.B.